

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

Remplacement des couvertures
de la Préfecture de l'Aude

REFERENCE :

2025 – PREF – COUV - MOE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

CLASSIFICATION COMMUNE (CPV) :	
71000000-8	Prestation de maîtrise d'oeuvre (MOE)
71000000-8	Études préalables, audit, expertise liés aux travaux

Table des matières

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 OBJET DU CONTRAT.....	5
1.2 DÉCOMPOSITION DU CONTRAT.....	5
1.3 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 3. INTERVENANTS.....	6
3.1 Désignation de l’acheteur.....	6
3.2 Assistance à maîtrise d’ouvrage.....	6
3.3 Ordonnancement, pilotage et coordination.....	6
3.4 Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	6
3.5 Contrôle technique.....	6
3.6 Sécurité et protection des travailleurs.....	7
3.7 Modalités de collaboration du maître d’œuvre avec les autres intervenants.....	7
3.8 Sous-traitance.....	7
ARTICLE 4. CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ.....	7
ARTICLE 5. MISSIONS.....	7
ARTICLE 6. DURÉE ET DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	8
6.1 Durée du contrat.....	8
6.2 Délais d’exécution des tranches.....	8
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 8. PRIX.....	9
8.1 Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
8.2 Forfait de rémunération.....	9
8.3 Modalités de variation des prix.....	9
ARTICLE 9. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	10
ARTICLE 10. AVANCE.....	10
10.1 Conditions de versement et de remboursement.....	10
10.2 Garanties financières de l’avance.....	11
ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
11.1 Acomptes et paiements partiels définitifs	11
11.2 Pourcentage de rémunération par élément.....	12
11.3 Présentation des demandes de paiement.....	12
11.4 Mode de transmission des factures.....	13

11.5 Délai global de paiement.....	13
11.6 Paiement des cotraitants.....	13
11.7 Paiement des sous-traitants.....	13
ARTICLE 12. ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OEUVRE.....	14
12.1 Jusqu'à la passation des marchés de travaux.....	14
12.2 Durant l'exécution des marchés de travaux.....	15
ARTICLE 13. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	16
13.1 Présentation des livrables	16
13.2 Réception des livrables	17
13.3 Prolongation des délais d'exécution.....	18
13.4 Organisation des réunions de chantier.....	18
13.5 Émission des ordres de service.....	18
13.6 Modes de dévolution des travaux.....	19
13.7 Vérification des projets de décompte des entrepreneurs.....	19
13.8 Instruction des mémoires en réclamation.....	20
13.9 Arrêt de l'exécution des prestations.....	20
13.10 Achèvement de la mission.....	20
ARTICLE 14. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE.....	20
ARTICLE 15. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES.....	20
ARTICLE 16. DEVOIR DE CONSEIL DU MAÎTRE D'OEUVRE.....	21
ARTICLE 17. TRAITEMENT ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	21
ARTICLE 18. PENALITÉS.....	22
18.1 PENALITÉS DE RETARD.....	22
18.2 PENALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMILE.....	23
18.3 AUTRES PENALITÉS.....	23
ARTICLE 19. ASSURANCES.....	24
ARTICLE 20. RÉSILIATION.....	24
20.1 CONDITIONS DE RÉSILIATION.....	24
20.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	25
ARTICLE 21. DISPOSITIONS DIVERSES.....	25
21.1 LANGUE.....	25
21.2 SECRET DES AFFAIRES.....	26
ARTICLE 22. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	26
ARTICLE 23. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES.....	26
23.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	26

23.2 CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION.....	27
23.2.1 DIAGNOSTIC (DIAG).....	27
23.2.2 ÉTUDES D'AVANT-PROJET.....	28
23.2.3 ÉTUDES DE PROJET (PRO).....	30
23.2.4 ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX (ACT).....	31
23.2.4 ÉTUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE (EXE).....	33
23.2.5 VISA DES ÉTUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE (VISA).....	35
23.2.6 DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET).....	35
23.2.7 ASSISTANCE AUX OPÉRATIONS DE RÉCEPTION (AOR).....	36
23.3 MISSIONS COMPLÉMENTAIRES.....	38
23.3.1 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC).....	38
23.3.2 SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE.....	39
23.4 ARTICULATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....	39
ARTICLE 24. DÉROGATIONS AU CCAG.....	40

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent marché public a pour objet de définir les missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux de remplacement des couvertures de la Préfecture de l'Aude à Carcassonne (52 rue Jean Bringer).

Elles consistent aux diagnostics, études et suivi des travaux de désamiantage et de remplacement des couvertures qui seront découpés en 4 tranches de travaux.

Chaque tranche de travaux sera établie par le maître d'œuvre selon le niveau de priorité des travaux à réaliser (les toitures ayant le plus de désordres en première phase). Chaque tranche sera réalisée par année calendaire et correspondra donc à des zones de toitures bien définies.

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat portant sur l'exécution des prestations objets des bons de commande produit, conformément à ses engagements contractuels.

1.2 DÉCOMPOSITION DU CONTRAT

Conformément à l'article R. 2431-5 du Code de la Commande Publique, les éléments constitutifs de la mission de base de la maîtrise d'œuvre forment un ensemble cohérent et indissociable. Aussi, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Néanmoins, compte-tenu de l'organisation envisagée, les prestations de maîtrise d'œuvre sont toutefois réparties en cinq (5) tranches :

DÉSIGNATION		ÉLÉMENTS DE MISSION
TF	Tranche ferme	DIAG – APS – APD – PRO - ACT
TO1	Tranche optionnelle n° 1 (suivi de la 1ère phase des travaux)	EXE – VISA – DET - AOR
TO2	Tranche optionnelle n° 2 (suivi de la seconde phase des travaux)	EXE – VISA – DET - AOR
TO3	Tranche optionnelle n° 3 (suivi de la 3ème phase des travaux)	EXE – VISA – DET - AOR
TO4	Tranche optionnelle n° 4 (suivi de la 4ème phase des travaux)	EXE – VISA – DET - AOR

L'acheteur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement des tranches optionnelles en application des articles R.2113-4 à R. 2113-6 du code de la commande publique.

L'affermissement des tranches optionnelles fera l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur qui sera notifiée au titulaire du marché.

Les tranches optionnelles pourront être affermies dans les délais précisés à l'article 6.2 du présent CCP.

Le titulaire ne pourra élever aucune contestation quant à la décision d'affermir ou non la tranche optionnelle.

Aucune indemnité de dédit et/ou d'attente ne sera versée au titulaire le cas échéant.

1.3 RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Le montant calculé de l'ensemble des prestations ne devra pas dépasser le seuil de la procédure utilisée initialement.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre les stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le programme de l'opération et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-MOE) applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire, y compris les compléments apportés en cas de négociation, composé des pièces écrites et éventuellement graphiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenant, le cas échéant, postérieurs à la notification du marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3. INTERVENANTS

3.1 Désignation de l'acheteur

L'État, représenté par la secrétaire générale de la Préfecture de l'Aude, est le maître d'ouvrage et destinataire de l'ouvrage.

3.2 Assistance à maîtrise d'ouvrage

La conduite d'opération est assurée par le maître d'ouvrage qui est représenté par le chef du service immobilier du SGCD.

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à l'antenne immobilière interrégionale de Toulouse, Service de l'immobilier et de l'environnement professionnel (SIEP), Sous-direction de l'immobilier et du cadre de vie Bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage (BIMO) du secrétariat général du ministère de l'Économie des finances et de la relance.

3.3 Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

3.4 Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission de coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

3.5 Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

3.6 Sécurité et protection des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

3.7 Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

3.8 Sous-traitance

Les compétences requises au stade candidature et non acquises par le mandataire doivent obligatoirement être présentées en cotraitance (et non en sous-traitance).

Seules des compétences non requises au stade de la candidature peuvent être sous-traitées. Pour ce faire, le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4. CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Le présent marché comporte une obligation en matière de confidentialité et de sécurité telle que prévue à l'article 5 du CCAG-MOE.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de leur soumission aux obligations de confidentialité et de sécurité prévues à cet article.

ARTICLE 5. MISSIONS

La mission de maîtrise d'œuvre est établie en application des articles L. 2431 et suivant et R. 2172 et suivant du Code de la Commande Publique.

Le détail des missions est le suivant :

- Éléments de missions de base :

MISIONS	DÉSIGNATION
APS	Études d'avant-projet sommaire
APD	Études d'avant-projet définitif, y compris déclaration préalable et/ou permis de construire
PRO	Études de projet
ACT	Assistance pour la passation des marchés publics de travaux
VISA	Visa des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises de travaux
DET	Direction de l'exécution des marchés de travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception

- Autres éléments de mission :

MISIONS	DÉSIGNATION
DIAG	Études de diagnostic
OPC	Ordonnancement, pilotage et coordination
CSSI	Coordination des systèmes de sécurité incendie

ARTICLE 6. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

6.1 Durée du contrat

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est prévue au premier octobre 2025.

La durée prévisionnelle des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la notification du présent contrat.

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 15.3 du CCAG-MOE.

6.2 Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de la tranche ferme court à compter de la date de notification du marché. Concernant les tranches optionnelles, les délais d'exécution courent à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche à réaliser.

Au regard de la durée prévisionnelle des prestations définie à l'acte d'engagement, le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux d'une tranche optionnelle :

TRANCHE	DÉSIGNATION	DÉLAI LIMITE D'AFFERMISSEMENT
TO1	Tranche optionnelle n° 1	12
TO2	Tranche optionnelle n° 2	22
TO3	Tranche optionnelle n° 3	32
TO4	Tranche optionnelle n° 4	44

Le délai indiqué court à compter de la date de notification du présent marché (date de début d'exécution de la tranche ferme).

Ces délais d'affermissement pourront être prolongés sans indemnité par l'acheteur, en fonction de l'état d'avancement de l'opération. Le cas échéant, la modification du délai d'affermissement pour la tranche concernée sera réalisée par voie d'avenant, après échange avec le titulaire.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Les dispositions des articles L.2193-1 et suivants et R.2193-1 et suivants du code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Ces articles disposent notamment que le titulaire d'un marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans un acte spécial de sous-traitance (DC4).

Le DC4 doit être impérativement remis à l'acheteur pour accord et signature.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

ARTICLE 8. PRIX

8.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement

8.2 Forfait de rémunération

Le forfait de rémunération est provisoire. Il correspond au produit du taux de rémunération (t) fixé à l'acte d'engagement par le montant de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage.

Le montant prévisionnel de l'opération de travaux est estimé à 970 000 € HT.

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la mission APD. Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lesquels s'engage le maître d'œuvre.

Un avenant arrête définitivement le coût prévisionnel des travaux sur lesquels s'engage le maître d'œuvre et le forfait définitif de rémunération, conformément aux dispositions des articles L. 2432-1, L. 2432-2 et R. 2432-2 à R. 2432-7 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursements de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

8.3 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés trimestriellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n) / ING (o))$$

Avec :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro

Le mois « n » retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui du mois de réalisation des prestations. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

La révision des prix se fait à la demande expresse du titulaire, à contrario, les prix précédents seront considérés maintenus. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification unilatérale de ces prix.

L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une révision du prix. La demande de révision devra être transmise par le titulaire à l'acheteur au plus tard le mois précédent la période de révision. Elle sera transmise à l'adresse mail suivante : sgc-immo@aude.gouv.fr

ARTICLE 9. CLAUSE DE RÉEXAMEN

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications au présent marché pourront être apportées en cours d'exécution. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de ce réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. L'acheteur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

L'initiative de la demande de réexamen appartient autant au titulaire qu'à l'acheteur, et la demande de réexamen formulée n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations. La demande doit être transmise par voie matérielle ou dématérialisée, permettant d'identifier de façon certaine sa date de réception. A compter de la date de réception de la demande, le destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions du réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position de l'acheteur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à un recours pour le titulaire.

Cette clause pourra s'appliquer notamment dans les cas suivants :

- Sujétions météorologiques exceptionnelles ;
- Des modifications législatives, réglementaires ou fiscales, des règles ou des normes applicables au marché, nécessitant des modifications techniques et des réajustements techniques...
- L'apparition de modèles innovants par rapport à ceux proposés par le titulaire dans son offre initiale ;
- La substitution de matériels / matériaux validés par le maître d'œuvre qui s'avéreraient inadaptés à l'usage, inutilisables pour des raisons de mauvaise qualité, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle constatée, inconfort manifeste à l'usage...
- Aléas techniques sur le chantier ;
- La disparition d'indices (actualisation / révision) sans nouveaux indices de substitution

Dans le cas où des prix nouveaux devraient être introduits, notamment dans le cas d'aléas techniques sur le chantier ou de substitution de matériels / matériaux validés par le maître d'œuvre et qui se révéleraient inadaptés à l'usage, l'augmentation des prix résultant de ce réexamen ne pourra pas excéder 30% sur la durée totale du contrat.

ARTICLE 10. AVANCE

10.1 Conditions de versement et de remboursement

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG-MOE.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le taux d'avance est porté à 30% lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.
Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

ARTICLE 11. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

11.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-MOE.

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

MISSIONS	ACOMPTE	POURCENTAGE
DIAG	A la remise des éléments d'étude	80
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20
APS	A la remise du dossier	80
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20
APD	A la remise du dossier	80
	A l'approbation du maître d'ouvrage	10
	A la remise du récépissé précisant que le dossier de déclaration préalable / permis de construire est complet	10
PRO	A la remise du dossier	80
	A l'approbation du maître d'ouvrage	20
ACT	A la remise du DCE	50
	A l'approbation du maître d'ouvrage	30
	Après la mise au point des marchés de travaux	20
VISA	Les prestations incluses dans cet élément sont réglées globalement sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plan de synthèse, réalisés par le maître d'œuvre.	100/
DET	Avant la remise des projets de décompte généraux et en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes mensuels, proportionnellement à la durée contractuelle du chantier	90

	A la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du projet des décomptes généraux	10
AOR	A l'issue des opérations préalables à la réception (à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception)	30
	A l'achèvement de la levée des réserves	20
	A la remise du DOE (dossier des ouvrages exécutés)	40
	A la fin du délai de garantie de parfait achèvement	10
	En fonction de l'avancement des études de conception	10
OPC	En fonction de l'avancement des travaux	80
	A la remise du dernier procès-verbal de levée des réserves	10

11.2 Pourcentage de rémunération par élément

Les pourcentages de chaque mission sont ceux complétés par le titulaire en annexe de l'acte d'engagement.

11.3 Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

La facture devra comprendre les éléments ci-dessous :

La prestation	La raison sociale du prestataire
La période de référence de la prestation	Siège social du prestataire
Le périmètre géographique	SIRET
Les quantités exécutées	APE
Les références du marché (numéro d'engagement juridique (EJ), date d'émission, montant)	RIB (IBAN BIC)
Le code d'identification du service bénéficiaire (mentionné au bon de commande)	Les prix unitaires (forfaitaires) HT et TTC du BPU
Le code d'identification du service exécutant (mentionné au bon de commande)	Le taux de TVA
Les modalités de règlement	Le prix total HT et TTC de la prestation

Identifiant de la structure publique (SIRET) : SIRET ETAT : 11000201100044

11.4 Mode de transmission des factures

Adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le portail Chorus Pro permet de

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

11.5 Délai global de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

La date de réception de la demande de paiement ne peut faire l'objet d'un accord contractuel entre l'acheteur et son créancier.

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles L.2192-1, R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.6 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-MOE

11.7 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement

ARTICLE 12. ENGAGEMENTS DU MAÎTRE D'OEUVRE

12.1 Jusqu'à la passation des marchés de travaux

- Enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage :

Cette enveloppe financière comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme annexé. Elle est fixée par tranche, à l'acte d'engagement.

- Définition du coût prévisionnel des travaux établis par le maître d'œuvre et engagement :

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de la mission APD, sur la base du coût prévisionnel des travaux, fixé à l'acte d'engagement.

Ce coût prévisionnel est assorti d'un taux de tolérance de 10 % (hors révision des prix). Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = coût prévisionnel des travaux x (1 + taux de tolérance)

Sauf modification du cahier des charges par la maîtrise d'ouvrage, de l'AVP au PRO, le titulaire s'engage à ne pas dépasser ce coût prévisionnel.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande

Si tel n'est pas le cas, il devra reprendre, à ses frais, les études réalisées afin de trouver des solutions techniques permettant de respecter cette exigence budgétaire.

- Prise en compte des modifications intervenues :

Si après fixation du coût prévisionnel des travaux, le maître d'ouvrage décide de modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur le coût prévisionnel des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 pour l'ensemble des travaux.

- Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises :

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Coût de référence des travaux = coûts cumulés des marchés de travaux x coefficient de réajustement

Le coût cumulé des marchés de travaux correspond au montant global de l'offre ou des offres considérée(s) comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître d'ouvrage.

Le coefficient de réajustement correspond au rapport entre l'index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre, et l'index BT01 du mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

- Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux. Il peut également demander la reprise des études dans un délai

de 15 jours. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire.

Sur la base de ces nouvelles études et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 15 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure

12.2 Durant l'exécution des marchés de travaux

- Coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter. Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

- Tolérance sur le coût de réalisation des travaux :

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %.

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = coût de réalisation des travaux x (1 + taux de tolérance)

- Comparaison entre réalité et tolérance :

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

- Conséquences du non-respect de l'engagement :

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (coût de référence - seuil de tolérance) x 5 %

Cependant, conformément aux articles L. 2432-1 et R. 2432-4 du Code de la Commande Publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 5 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Il est précisé que des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

ARTICLE 13. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

- Adresse d'exécution :

52 rue Jean Bringer à Carcassonne.

- Notification par le biais du profil acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-MOE

- Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-MOE (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

13.1 Présentation des livrables

Les livrables seront remis dans les délais et selon le nombre d'exemplaires suivants :

CODE MISSION	DÉSIGNATION DU LIVRABLE	DÉLAI	NOMBRE D'EXEMPLAIRES	POINT DE DÉPART DU DÉLAI
DIAG	Études de diagnostic	5 semaines	1 exemplaire papier 1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date portée sur l'ordre de service de démarrage
APS	Avant-projet sommaire	5 semaines	1 exemplaire papier 1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date portée sur l'ordre de service de démarrage
APD	Avant-projet définitif (y compris déclaration préalable et/ou permis de construire)	6 semaines	1 exemplaire papier 1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date portée sur l'ordre de service de démarrage
PRO	Études de projet, y compris métrés quantitatifs	6 semaines	1 exemplaire papier 1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date portée sur l'ordre de service de démarrage
ACT	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines	1 exemplaire papier 1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date portée sur l'ordre de service de démarrage
	Rapport d'analyse des offres des entreprises	2 semaines	1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date de transmission des offres au maître d'œuvre
VISA	Conformité et visa d'exécution du projet	4 semaines	1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date de transmission des documents d'exécution au maître d'œuvre
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines	2 exemplaire papier 1 copie au format numérique (.pdf, .xls, .dwg, .doc...)	Date de réception par le maître d'œuvre des DOE des entrepreneurs

Documents graphiques :

Les plans, y compris les plans existants plans de projet, plans de situation et plan de masse, façades coupes, devront être fournis au format .dwg compatible avec AUTOCAD.

Le maître d'œuvre s'engage à vérifier avant transmission au maître de l'ouvrage que le support papier et le support électronique sont strictement identiques en termes de contenu.

D'autre part, afin de faciliter la mise en œuvre du processus de dématérialisation des marchés publics et notamment la mise en ligne des DCE, le maître d'œuvre accepte de respecter dans la constitution des fichiers informatiques les prescriptions non exhaustives suivantes :

- Eviter de multiplier sans justifications valables le nombre des fichiers remis ; le maître d'œuvre devra par exemple remettre un seul fichier pour le document CCTP, un fichier par lot pour le CDPGF, un seul fichier pour le calendrier d'exécution, un seul fichier par plan, coupe etc... ;
- Donner aux fichiers remis des noms compréhensibles permettant une lecture facile de la nature du document par les entreprises ;
- Donner aux fichiers remis les noms les plus courts possibles, la plateforme de dématérialisation n'acceptant dans le dépôt des documents qu'un nombre limité de caractères ;
- Faire en sorte dans la mesure du possible, que les fichiers remis ne soient pas en terme informatique trop volumineux ;
- Ne pas utiliser dans la constitution des fichiers, certaines fonctionnalités des logiciels, notamment les " macros " et celles liées à la protection des documents.

13.2 Réception des livrables

La décision par le maître d'ouvrage d'admettre, avec ou sans observations, d'ajourner, d'admettre avec réfaction ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

CODE MISSION	DÉSIGNATION DU LIVRABLE	DÉLAI DE RÉCEPTION
DIAG	Études de diagnostic	3 semaines
APS	Avant-projet sommaire	4 semaines
APD	Avant-projet définitif (y compris déclaration préalable et/ou permis de construire)	4 semaines
PRO	Études de projet, y compris métrés quantitatifs	4 semaines
ACT	Dossier de consultation des entreprises	2 semaines
VISA	Conformité et visa d'exécution du projet	3 semaines
DOE	Dossier des ouvrages exécutés	4 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable précédent par le maître d'œuvre.

Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans ces délais ou si le maître d'ouvrage décide de notifier le démarrage de l'élément de mission suivant, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE.

L'admission tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

13.3 Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit signaler au maître d'ouvrage l'événement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font
CCP

[2025 – PREF – COUV - MOE]

obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE. Il dispose, à cet effet, d'un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé, par son silence, avoir accepté la demande qui lui a été adressée.

13.4 Organisation des réunions de chantier

Le maître d'œuvre organise et dirige les réunions de chantier du commencement d'exécution des travaux jusqu'à leur réception.

Fréquence des réunions : deux fois par mois

Le maître d'œuvre rédige et diffuse le compte-rendu de la réunion de chantier dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réunion.

Le maître d'œuvre devra être présent au minimum une fois tous les 15 jours à une réunion en phase d'exécution avec le maître d'ouvrage sur une durée minimale de 2 heures avant ou après la réunion de chantier et impérativement le même jour que la réunion de chantier. Un créneau de 1/2 heure à 1 heure devra être réservé en réunion de chantier pour traiter les sujets relevant de la compétence de la maîtrise d'ouvrage, le jour des réunions cité avant.

Délai de remise des comptes-rendus de chantier : 3 jours à compter de la réunion.

Délai de remise des constats contradictoires : 3 jours à compter de la demande de l'entreprise ou du maître d'ouvrage.

13.5 Émission des ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés, numérotés par le maître d'œuvre, et adressés aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut pas émettre un ordre de service sans avoir obtenu un accord préalable du maître d'ouvrage dans le cas où l'ordre de service porterait notamment :

- Sur une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes délais d'exécution, de durée et de montants ;
- Sur la notification des dates de commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux, ou la notification de l'exécution de la tranche optionnelle ;
- Sur la détermination des mesures à prescrire pour permettre de déceler des vices de constructions présumés (article 39.1 du CCAG-Travaux) ;
- Sur la détermination des prix nouveaux retenus pour le règlement de travaux supplémentaires ou modificatifs (article 13. 4 du CCAG-Travaux)

13.6 Modes de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par lots séparés.

Si la dévolution des travaux est effectuée par lots séparés, le choix du nombre de lots par le maître d'œuvre s'effectuera en tenant compte des caractéristiques techniques des prestations demandées et de la structure du secteur économique en cause.

Si la dévolution des travaux devait être effectuée sous la forme d'un marché global, en dérogation au principe de l'allotissement fixé par l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique, le descriptif établi par le maître d'œuvre comportera l'identification des prestations distinctes (dits « lots techniques »). Les justifications, notamment technique ou économique, permettant au maître de l'ouvrage de recourir à ce mode de dévolution, sont fournies par le maître d'œuvre.

Le choix définitif du mode dévolution sera confirmé au plus tard à la réception de l'Avant-Projet Définitif.

13.7 Vérification des projets de décompte des entrepreneurs

- Vérification des projets de décomptes mensuels :

En application de l'article 12.1.8 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre procède, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et mis à sa disposition sur le portail public de facturation ou envoyé par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie les projets de décomptes mensuels selon son appréciation des travaux effectués et les stipulations des marchés de travaux. Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte à régler à l'entrepreneur. Il met à disposition du maître d'ouvrage les états d'acompte correspondants sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, et à la mise à disposition de l'état d'acompte mensuel sur le portail public de facturation est fixé à 7 jours à compter de la mise à disposition ou de l'envoi du projet de décompte mensuel par l'entrepreneur.

- Vérification du projet de décompte final :

À l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et mis à sa disposition sur le portail public de facturation.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le projet de décompte général et le met à disposition du maître d'ouvrage sur le portail public de facturation.

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final puis à sa transmission au maître d'ouvrage via le portail public de facturation est fixé à 10 jours à compter de la date de réception du document.

- Conditions d'intervention du maître d'œuvre en cas de facturation électronique :

Le maître d'œuvre est tenu de disposer d'un compte sur le portail public de facturation "Chorus Pro" et d'activer l'espace de travail "Factures de travaux".

Lorsque l'entrepreneur dépose un projet de décompte dans la solution Chorus Pro, il appartient au maître d'œuvre de récupérer le document, puis de le traiter et valider, avant de le réinjecter dans Chorus Pro.

Afin de l'aider dans cette démarche, la documentation relative au traitement des factures de travaux est à la disposition du maître d'œuvre sur le site de la « Communauté Chorus Pro » (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/traitement-desfactures-de-travaux-par-une-moe/>).

13.8 Instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation est de 25 jours à compter de leur date de réception par le maître d'œuvre.

13.9 Arrêt de l'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du marché, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

13.10 Achèvement de la mission

Le maître d'ouvrage prononce la réception de la mission de maîtrise d'œuvre, à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception des travaux ne sont pas levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, la réception de la mission de maîtrise d'œuvre intervient lors de la levée de la dernière réserve.

ARTICLE 14. DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET INDUSTRIELLE

Conformément à l'article 24 du CCAG-MOE, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une concession au profit du pouvoir adjudicateur. Cette concession vaut pour les seuls besoins découlant de l'objet du marché. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

ARTICLE 15. DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le maître d'œuvre devra veiller à prendre en compte des objectifs en matière de développement durable notamment :

- La prise en compte de la diminution des rejets de CO2, en limitant par exemple les déplacements générés par certaines études ;
- Le recyclage des consommables ;
- La sensibilité des intervenants aux problématiques environnementales

Le maître d'œuvre devra également prendre en compte la dimension environnementale dans les études et propositions faites au maître d'ouvrage. Les actions peuvent être les suivantes :

- Le recours à des énergies renouvelables ;
- L'utilisation de matériaux à faible empreinte environnementale, comme les matériaux biosourcés ou géosourcés (exemple : isolation en béton de chanvre, bardage en bois, enduit en terre crue...) ;
- Le recours à des matériaux issus du recyclage ou du réemploi (exemple : isolation en ouate de cellulose, isolation avec du textile recyclé...) ;
- L'action en faveur de la prévention et de la reconquête de la biodiversité (exemple : mise en place d'une toiture végétalisée, diagnostic écologique avant travaux, mise en place de gîtes d'espèces...) ;
- La gestion et la traçabilité des déchets au cours de l'opération.

ARTICLE 16. DEVOIR DE CONSEIL DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Outre les missions définies ci-dessus, le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard du maître d'ouvrage.

A ce titre, il est tenu de l'informer de tout risque de dysfonctionnement et ce à tous les stades de la construction, que ce soit à celui de la conception, de l'exécution des travaux, au stade de la réception et pendant la période garantie de parfait achèvement. Il l'avise notamment de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il doit également avertir le maître d'ouvrage des éventuelles incidences et / ou risques que pourraient engendrer certaines décisions choisies par celui-ci, notamment quant à des modifications de programme.

En sa qualité de sachant et de professionnel du domaine objet du contrat et comme indiqué dans les documents de la consultation, le titulaire ne peut se prévaloir de toute anomalie ou insuffisance qui lui serait apparue lors de la constitution de son offre et dont il n'aurait pas fait état en phase de consultation, quant aux conditions d'exécution indiquées et aux éventuelles erreurs ou omissions, imprécisions et contradictions qu'il aurait relevé dans les différents documents du cahier des charges.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

ARTICLE 17. TRAITEMENT ET PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément au Règlement général relatif à la protection des données personnelles (RGPD) du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018, à la loi informatique et libertés du 06 janvier 1978 modifiée (loi 20/06/2018), les organismes publics et privés sont tenus de se conformer auxdits textes et tous les contrats, marchés faisant intervenir les traitements des données personnelles doivent insérer les clauses contractuelles RGPD, relatives à la gestion de ces données.

Outre la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles, toutes les entreprises, prestataires, doivent se poser la question de la mise en conformité au RGPD, des services proposés ou fournis respectivement. Le recours à des tiers, prestataires dans le cadre d'achats, de prestation de service, de conseil... doivent être encadré, du moment où les données personnelles sont présentes.

De manière générale, les parties au contrat, marchés doivent identifier en amont, si la prestation concernée implique ou non l'accès aux données personnelles. Deux hypothèses retenues :

Si le prestataire concerné n'a pas vocation à traiter les données personnelles, mais pourrait de quelque manière que ce soit, consulter ou accéder aux données personnelles (contacts, identité des fournisseurs, clients, abonnés..., mails...), il doit tout de même prendre des mesures de confidentialité et de sécurité relative à l'accès ou consultation des données.

Si le prestataire a vocation à traiter les données personnelles pour le compte du donneur d'ordre (Responsable de traitement), il a la qualité de sous-traitant au sens du RGPD. Par conséquent, il doit répondre aux exigences de l'article 28 du RGPD.

Quelques obligations :

- Ne traiter les données personnelles à des fins étrangères aux stipulations contractuelles,
- Notifier au RT, dans le meilleur délai, toute violation des données (perte, vol, détournement de finalité, divulgation, accès frauduleux, piratage etc.)
- S'assurer que seules les personnes autorisées ont accès aux données,

- Demander en amont, l'accord du responsable de traitement pour le recrutement d'un sous-traitant ultérieur,
- Tenir un registre des flux ou des traitements effectués pour le compte du responsable de traitement etc.

ARTICLE 18. PENALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Les pénalités peuvent être précomptés sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes ou constituer un élément du décompte général. Les délais de décompte des pénalités sont calculés en jours calendaires.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en montant hors taxes.

18.1 PENALITÉS DE RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour ou le délai d'exécution des prestations est expiré.

Le montant de cette pénalité est de 150 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, en cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables, ce dernier encourt les pénalités suivantes, par jour calendaire de retard :

CODE MISSION	PÉNALITÉ
DIAG	150
APS	150
APD	150
PRO	150
ACT	150
VISA	150
DOE	150

En cas de non-respect du délai de vérification des projets de décomptes mensuels fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 1,00/3000 du montant de l'acompte de travaux correspondant.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de non-respect du délai de vérification du projet de décompte final fixé à l'article Conditions d'exécution des prestations, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant par jour de retard, est fixé à 1,00/3000 du montant du décompte général.

Si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement aux entrepreneurs concernés, une pénalité égale au montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire qui lui sont imputables est également appliquée.

En cas de retard dans l'instruction du mémoire en réclamation, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour de retard est fixé à 1,00/3000 du montant initial du marché.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

18.2 PENALITÉ POUR TRAVAIL DISSIMILE

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 1,0/3000 du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

18.3 AUTRES PENALITÉS

OBJET DE LA PENALITE	OCCURRENCE	VALEUR	PRÉCISIONS
Absence aux rendez-vous de chantier ou tout autre rendez-vous ayant fait l'objet d'une convocation	Journalier		En cas d'absence aux rendez-vous de chantier ou aux réunions ayant fait l'objet d'une convocation, il sera appliqué une pénalité de 150 euros par absence sur simple constatation, sans mise en demeure préalable.
Retard dans la transmission des comptes-rendus de réunion, en phase exécution	Journalier		En cas de retard, il sera appliqué une pénalité de 150 euros par jour de retard, sans mise en demeure préalable.
Manquement aux prescriptions environnementales et qualitatives du projet	Journalier		En cas de carence du maître d'œuvre à suivre et faire appliquer la mise en œuvre des engagements qualitatifs et environnementaux par les entreprises, le maître d'œuvre encourt des pénalités journalières (calendaire) de 200 euros. Ces engagements sont notamment ceux que le maître d'œuvre s'engage à prendre en compte à l'article 15 du présent CCP. Cette carence sera constatée par l'absence d'actions effectives du maître d'œuvre (courrier LRAR, mise en demeure, sollicitation et comptabilisation des pénalités dans le compte rendu de chantier) auprès de l'entreprise concernée à compter du jour de l'observation formulée par le maître d'ouvrage. L'observation formulée par le maître d'ouvrage pourra se faire au cours d'une visite de chantier, à l'appui d'un courriel, au travers d'une photo constatant la carence

ARTICLE 19. ASSURANCES

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil

ARTICLE 20. RÉSILIATION

20.1 CONDITIONS DE RÉSILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 à 34 du CCAG-MOE avec les précisions suivantes.

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 31 du CCAG-MOE, et lorsque les conditions prévues à l'article 25 du présent CCAP ci-dessus ne s'appliquent pas, pour la fixation de la somme forfaitaire prévue aux articles 31 et 32.2.4 du CCAG MOE figurant au crédit du maître d'œuvre titulaire à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à **3 %**.

Ce pourcentage s'applique à la différence entre le montant hors TVA non révisé du marché et le montant hors TVA non révisé des prestations admises.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

En complément des articles 28, 29 et 32 du CCAG-MOE, il est précisé :

- Que l'article 32.2 du CCAG-MOE, qui concerne le décompte de résiliation faisant suite à la résiliation du marché pour événements liés au marché, s'applique lorsque la résiliation est effectuée à la demande du maître de l'ouvrage ;
- Que l'article 32.4 du CCAG-MOE, qui concerne le décompte de résiliation faisant suite à la résiliation du marché pour événements liés au marché, s'applique lorsque la résiliation est effectuée à la demande du maître d'œuvre titulaire ou mandataire ;

Quel que soit le motif de la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage, le décompte de résiliation notifié au maître d'œuvre titulaire ou mandataire, a le caractère de paiement définitif dès l'acceptation de ce dernier, dans les conditions de délai fixées à l'article 35 du CCAG MOE. Passé ce délai de deux mois, le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le décompte de résiliation.

20.2 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 21. DISPOSITIONS DIVERSES

21.1 LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

21.2 SECRET DES AFFAIRES

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

ARTICLE 22. DIFFÉRENDS ET LITIGES

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec des négociations directes et avant toute saisine des juridictions compétentes l'acheteur et le titulaire peuvent recourir soit au médiateur des entreprises, selon les dispositions des articles L.2197-4, R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique, soit au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends conformément aux dispositions des articles L.2197-3 et R.2197-1 à D.2197-22 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs au marchés publics a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Il peut être saisi à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

ARTICLE 23. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

23.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le contenu des missions de maîtrise d'œuvre est défini conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé (Annexe 20 du code de la commande publique).

Le contenu détaillé des éléments de mission est défini ci-après.

Tous les livrables de chaque phase de conception devront être présentés dans le cadre d'une réunion avec le maître d'ouvrage. Cette réunion sera organisée dans la semaine qui suit la date limite de remise du livrable concerné.

23.2 CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

23.2.1 DIAGNOSTIC (DIAG)

Les études de diagnostic permettent de renseigner le maître de l'ouvrage sur l'état du bâtiment et sur la faisabilité de l'opération et ont pour objet de :

- Établir un état des lieux. Le maître de l'ouvrage a la charge de remettre à la maîtrise d'œuvre, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment. La maîtrise d'œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- Fournir une analyse du fonctionnement urbanistique et de la perception architecturale du bâti existant, ainsi que permettre une meilleure prise en compte des attentes des usagers ;
- Procéder à une analyse technique sur la résistance mécanique des structures en place et sur la conformité des équipements techniques aux normes en vigueur, et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
- Permettre d'établir un programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération ;
- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants.

Le maître d'ouvrage remet au maître d'œuvre :

- Le relevé des lieux comprenant les plans des niveaux, les façades, les coupes nécessaires à la complète compréhension des ouvrages ;
- Les diagnostics amiante et plomb le cas échéant.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage mettra à disposition tout autre document technique relatif aux ouvrages existants et à leur exploitation dont il a la possession (dossiers techniques, investigations, expertises etc).

Livrables à remettre au maître d'ouvrage :

Sur la base des éléments disponibles, le maître d'œuvre établit :

- Un état des lieux comprenant :
 - Les plans d'état existant représentant l'ouvrage dans ses différentes dimensions, avec identification des composants structurels et secondaires ;
 - Une note de présentation.
- Un rapport d'analyse du fonctionnement et de de la perception environnementale du bâti existant, avec prise en compte des attentes utilisateurs ;
- Un rapport d'analyse technique présentant :
 - L'analyse de l'état de l'ouvrage existant ;
 - Le repérage et l'analyse des éventuels désordres affectant la solidité des ouvrages ;
 - La conformité technique des équipements aux normes en vigueur et aux règlements d'hygiène et de sécurité ;
 - Les éventuels dysfonctionnements liés à ces équipements, sur la base des observations et des renseignements fournis, le cas échéant, par les utilisateurs.
- Dans le cas où cela s'avérerait nécessaire, une note sur les investigations complémentaires à réaliser comprenant :
 - La présentation des études et investigations nécessaires à la complétude du diagnostic avec indication de leur niveau de criticité sur le planning prévisionnel de l'opération ;
 - Le cahier des charges décrivant ces investigations et les analyses attendues, avec un niveau de détail permettant la consultation de prestataires concernés.
- Un rapport d'analyse fonctionnel permettant d'établir le programme fonctionnel d'utilisation du bâtiment, avec la mise en évidence des principales adaptations à apporter aux existants et/ou au programme de travaux pour garantir la faisabilité de l'opération.
- Une note de synthèse présentant :
 - La cohérence de l'enveloppe prévisionnelle ;
 - La faisabilité de l'opération, établie sur la base des diverses analyses réalisées.

Cette note de synthèse renseigne le maître d'ouvrage sur l'état général des constructions existantes, leurs capacités à accueillir le programme envisagé, l'importance des modifications à leur apporter et le niveau d'adéquation avec l'enveloppe financière prévisionnelle. Elle contient également une proposition de planification sommaire de l'opération. La note permet au maître d'ouvrage de juger de la faisabilité de l'opération.

23.2.2 ÉTUDES D'AVANT-PROJET

Les études d'avant-projet, fondées sur les études de diagnostic et le programme approuvés par le maître de l'ouvrage, comprennent les études d'avant-projet sommaire et les études d'avant-projet définitif.

23.2.2.1 ÉTUDES D'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS)

L'étude d'avant-projet sommaire a pour objet de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- Vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site, ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- Préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles ;
- Établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux ;
- Proposer, éventuellement, des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/200, avec certains détails au 1/100.

Dans le cadre de cette étude d'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage où seront fournies des explications sur les options techniques et économiques proposées.

Livrables à remettre au maître d'ouvrage :

- Note de présentation de l'avant-projet, exposant l'approche générale et justifiant le parti retenu (solutions architecturales et fonctionnelles, traitement des volumes intérieurs, principales dispositions environnementales retenues, les principales dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité, les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études) ;
- Notice explicative des dispositions techniques proposées ;
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations des constructions à l'échelle du 1/200 avec certains détails significatifs au 1/100 ;
- Plan d'insertion dans l'environnement des toitures projetées ;
- Une notice descriptive sommaire (volumes intérieurs, aspects extérieurs, traitement des abords...) ;
- Une évaluation provisoire du coût prévisionnel des travaux établis sur la trame du descriptif technique ;
- Le cas échéant, l'établissement du cahier des charges nécessaires à la réalisation des études supplémentaires à réaliser ;
- Un calendrier présentant le délai global de réalisation de l'opération comprenant, le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles ;

Les études d'APS seront présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

23.2.2.1 ÉTUDES D'AVANT-PROJET DÉFINITIF (APD)

L'étude d'avant-projet définitif, fondée sur la solution d'ensemble retenue à l'issue de l'étude d'avant-projet sommaire approuvée par le maître de l'ouvrage a pour objet de :

- Déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- Définir les matériaux ;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- Permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- Arrêter le forfait définitif de rémunération, dans les conditions prévues au CCAP.

Le niveau de définition correspond à des plans établis au 1/100, avec certains détails significatifs au 1/50.

Les études d'avant-projet comprennent également l'établissement des dossiers et les consultations relevant de la compétence de la maîtrise d'œuvre et nécessaires à l'obtention des autorisations administratives.

Dans le cadre de cette étude d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage où seront fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions techniques et économiques proposées. Cette présentation conditionne la réception de l'ensemble des livrables.

Livrables à remettre au maître d'ouvrage :

- Note de présentation mise à jour par rapport à la phase d'APS, formalisant les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études ;

- Formalisation graphique de la solution architecturale préconisée, présentée sous forme de : plans d'insertion dans l'environnement, de masse et de toitures, aux échelles adaptées au projet, plans, coupes et élévations des constructions à l'échelle du 1/100 avec certains détails au 1/50 ;
- Formalisation graphique des solutions techniques préconisées, sur la base des plans architecturaux, présentée sous forme de plans de principes des structures et leurs pré dimensionnements ;
- Tracés unifilaires de réseaux et terminaux au 1/100 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc.), tracés des réseaux extérieurs ;
- Descriptif détaillé des principes techniques retenus : structures, matériaux et finitions extérieures et intérieures, installations techniques, solutions énergétiques retenues, ouvrages d'aménagements extérieurs et de raccordements ;
- Notices décrivant les dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité (incendie), d'accessibilité et le cas échéant d'acoustique ;
- Note justificative de prise en compte de la réglementation thermique ;
- Tableaux de surfaces détaillées remis à jour ;
- Estimation du coût prévisionnel définitif des travaux, décomposé en lots ou postes séparés selon la trame des descriptifs techniques, accompagnée d'une proposition sur le mode de dévolution et de consultation des entrepreneurs ;
- Note justificative des éventuels écarts avec la phase antérieure ;
- Suivi et mise à jour du calendrier général prévisionnel de l'opération, faisant également apparaître le phasage en tranches.

Autorisations réglementaires :

Le maître d'œuvre effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire ou toute autre demande d'autorisation administrative préalable.

Il établit les documents graphiques et pièces écrites de sa compétence, nécessaires à la constitution du dossier de demande de permis de construire, qu'il propose à la signature du maître d'ouvrage.

Au titre de ces éléments de mission, le titulaire devra reprendre, à ses frais, tout ou partie des études si les dossiers ci-dessus font l'objet, de la part des autorités compétentes, d'un avis défavorable ou d'un avis favorable avec réserve. Les délais d'études pourront être alors prolongés par décision du maître d'Ouvrage.

Il assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif et dans ses relations avec les administrations, pendant toute la durée de l'instruction et postérieurement au dépôt du permis de construire.

Le maître d'ouvrage dépose le dossier de demande de permis de construire auprès des services instructeurs. Il communique au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration.

Dès réception du permis de construire, le maître d'ouvrage en transmet copie au maître d'œuvre, procède à l'affichage réglementaire sur le terrain, ainsi qu'aux opérations de constat de cet affichage.

Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

23.2.3 ÉTUDES DE PROJET (PRO)

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant des autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et équipements techniques ;
- Préciser, le cas échéant, les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides, et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet;
- Établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant-métré;
- Permettre au maître de l'ouvrage au regard de cette évaluation d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et d'estimer les coûts de son exploitation ;
- Déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage **et les délais des phases de travaux (tranches).**

Le niveau de définition correspond à des plans généralement établis au 1/50 avec tous les détails significatifs de conception architecturale à des échelles variant de 1/20 à 1/2.

La mission comprend toutes les études et plans de conception générale devant être réalisés pour permettre notamment une consultation en corps d'état séparés, sans toutefois interférer avec l'établissement des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier. Ces derniers sont établis par les entreprises car ils tiennent compte de la technologie qui leur est propre.

Cette mission précise tous les éléments essentiels du projet par l'établissement de plans, au 1/50ème avec les détails significatifs aux échelles appropriées. Ils permettent ainsi de définir les éléments intangibles du projet ainsi que le cadre des éventuelles variantes avec leurs conditions maximales d'acceptation. Il appartient au maître d'ouvrage de définir dans son CCTP les plans à exécuter au titre de l'élément projet.

Le coût prévisionnel des travaux, décomposé par corps d'état ou éléments techniquement homogènes, est établi sur la base d'un avant-métré. La forme de cet avant-métré dépend en particulier des corps d'état et des calculs qu'il est possible de faire à ce stade d'avancement des plans. En général, il est fait au moyen d'ensemble ou d'unités d'œuvres. Il doit permettre d'établir un cadre de bordereau quantitatif nécessaire à la consultation des entreprises

Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

Documents graphiques :

- Formalisation graphique du projet sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, incluant les cloisonnements, les portes et tous ouvrages de second œuvre, avec tous les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2.
- Plans de structure, incluant axes, trames, plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 avec positionnement, dimensionnements principaux
- Plans des réseaux extérieurs et des voiries sur fond de plan de masse
- Plans d'électricité, courants forts et courants faibles, incluant schémas généraux de distribution, bilan de puissances, tracés des principaux chemins de câbles, implantation des principaux tableaux et appareillages au 1/100
- En tant que de besoins, coupes de coordination spatiale pour l'implantation des réseaux de fluides
- Plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

Documents écrits :

- Description détaillée des ouvrages et spécifications techniques définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essai et de réception, incluant les limites de prestations entre les différents lots (C.C.T.P. Détaillé par lot)

- Présentation du coût prévisionnel des travaux, décomposée par corps d'état et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi (avant-métré avec quantitatif détaillé par lot, par nature d'ouvrage, ces quantités étant sous-détaillées et localisés)
- Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE
- Établissement du cadre de bordereau de prix détaillé (avec quantitatif) par lot (DPGF, BPU et DQE) s'appuyant sur les quantités portées à l'avant-métré permettant aux entreprises de présenter leurs prix à chaque article, ou établissement du cadre de décomposition de prix forfaitaire si le lot le permet.

Les études de projet sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

23.2.4 ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX (ACT)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des contrats de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- Préciser le niveau de compétences nécessaires au regard de la complexité des travaux et d'examiner les candidatures obtenues ;
- Préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au contrat (qui précise exactement ce que fait le maître d'œuvre), ainsi que des pièces élaborées par la maîtrise d'œuvre correspondant aux études de projet.
- D'analyser les offres des entreprises et, s'il y a lieu, les variantes à ces offres, de procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation, d'analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions normalement décelables par un homme de l'art, et d'établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisées dans le règlement de la consultation ; la partie financière des travaux comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- Préparer les mises au point nécessaires pour permettre la passation du ou des contrats de travaux par le maître de l'ouvrage.

Le projet sert de base à la mise en concurrence des entreprises par le maître d'ouvrage. Lorsque celui-ci retient une offre d'entreprise qui comporte une variante respectant les conditions minimales stipulées dans le dossier de consultation, le maître d'œuvre doit compléter les études du projet pour en assurer la cohérence, notamment en établissant la synthèse des plans et spécifications et, le cas échéant prendre en compte les dispositions découlant d'une autorisation de travaux modifiée.

Pour améliorer les conditions d'accès aux marchés publics des petites entreprises, le code de la commande publique pose comme principe l'attribution des marchés en lots séparés : toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, peuvent ainsi soumissionner, dans la limite de leurs capacités techniques et financières.

Processus et livrables à remettre :

Établissement de la liste des pièces nécessaires à la consultation :

Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la passation des contrats de travaux. Cette liste exhaustive répertorie les documents élaborés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les autres intervenants de l'opération, en précisant leur ordre de priorité contractuelle.

Élaboration des documents de la consultation :

Les documents de la consultation (dont la partie administrative) sont élaborés en fonction du choix opéré par le maître d'ouvrage sur le mode de dévolution des marchés de travaux (lots séparés ou entreprises générales). Il tient compte du niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour lancer la consultation (avant-projet définitif, projet ou EXE).

Constitution des pièces techniques des DC :

Le maître d'œuvre regroupe et collecte les pièces techniques écrites et graphiques des DC sur la base des études approuvées par le maître d'ouvrage. Ces pièces comprennent :

- Le ou les CCTP ;
- Les plans et pièces écrites élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant au niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour la consultation ;
- Le cas échéant, les autres documents produits soit par le maître d'ouvrage, soit par les autres intervenants de l'opération.

Le maître d'œuvre s'assure de la cohérence de l'ensemble avant l'envoi à publication. Mise au point des marchés de travaux. Le maître d'œuvre prépare les mises au point permettant la conclusion des marchés publics par le maître d'ouvrage.

Élaboration des pièces administratives :

Sur demande du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre établit les documents administratifs (Acte d'engagement et CCAP) et financiers (pièces prix, BPU, DPGF, DQE) et de mise en concurrence (publicité, règlement de consultation) composant le DC.

Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage les critères de sélection et les éventuels niveaux minimum de capacité requis des candidats. Il propose également les critères de choix des offres pour désigner l'attributaire du marché. Le maître d'œuvre propose et circonscrit le champ de l'ouverture aux variantes et des prestations supplémentaires éventuelles.

Sur la base des documents transmis par le maître d'ouvrage, il transmet ses observations au maître d'ouvrage permettant d'assurer la mise en cohérence avec les pièces techniques servant de base à la consultation.

Assistance pendant la période de consultation :

Le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre les questions techniques déposées sur le profil acheteur par les candidats. Il assure la diffusion des réponses fournies par le maître d'œuvre.

Assistance postérieure au dépôt des candidatures et des offres :

Le maître d'ouvrage transmet les dossiers de candidature et d'offre au maître d'œuvre, par voie dématérialisée.

Au titre de l'analyse des candidatures, le maître d'ouvrage s'assure de la complétude des dossiers et de de l'analyse des pièces administratives et relatives aux capacités juridiques et financières (déclaration de candidatures ou DUME, déclarations relatives aux obligations d'emploi et aux interdictions de soumissionner).

Le maître d'œuvre procède à l'analyse des pièces correspondant aux capacités techniques et professionnelles, et donne un avis au maître d'ouvrage sur l'identification des candidats qui disposent des capacités requises. Au titre de l'analyse des offres, le maître d'œuvre établit un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres, et s'il y a lieu des variantes. Le rapport est établi selon la trame transmise par le maître d'ouvrage, ou à défaut selon la trame déterminée par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre identifie les offres irrégulières, en raison de leur non-conformité aux pièces techniques du DC. Il propose une notation des offres régulières selon les critères de choix indiqués dans la publicité et/ou le règlement de consultation. Le cas échéant, ce rapport est remis à jour suite aux éventuelles régularisations et négociations conduites par le maître d'ouvrage.

Établissement des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire :

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage les cadres vierges de décomposition du prix global et forfaitaire. Lorsqu'il réalise les études d'exécution, le maître d'œuvre fournit le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire avec les quantités.

Cette mission fait l'objet d'une réunion de présentation au maître d'ouvrage qui conditionne la réception de l'ensemble des livrables.

23.2.5 VISA DES ÉTUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE (VISA)

Les études d'exécution étant établies par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par le ou les entrepreneurs ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entrepreneur respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises. La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

Prestations incluses :

- Examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre ;
- Établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;
- Examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux ;
- Arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- Examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- Contrôle de cohérence inter-maîtrise d'œuvre.

23.2.6 DIRECTION DE L'EXÉCUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX (DET)

La direction de l'exécution du ou des contrats de travaux a pour objet de :

- S'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées
- S'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des contrats de travaux, sont conformes aux dits contrats et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un homme de l'art
- S'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des contrats de travaux
- Délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des contrats de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier
- Informer systématiquement le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables
- Vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs ; établir les états d'acomptes ; vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général
- Donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation de ou des entreprises.

Prestations à réaliser :

Contrôle de la conformité de la réalisation :

- Examen des documents complémentaires à produire par les entrepreneurs, en application de leurs marchés ;
- Synthèse des choix des matériaux, échantillons et coloris à valider par le maître d'ouvrage avant exécution ;
- Conformité des ouvrages réalisés ou en cours de réalisation aux prescriptions des marchés ;
- Relevé des non conformités constatées, consignées au compte-rendu de réunion de chantier ;

Direction des travaux :

- Organisation et direction des réunions de chantier ;
- Établissement et diffusion des comptes-rendus ;
- Établissement des ordres de service ;
- État d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
- Information du maître d'ouvrage sur :
 - l'avancement et les prévisions au regard du planning contractuel ;
 - les éventuelles modifications à apporter aux marchés de travaux ;
 - la classification des éventuels travaux modificatifs ;
 - les difficultés rencontrées et les solutions à envisager.

Gestion financière :

- Vérification des décomptes mensuels et finaux ;
- Établissement des états d'acompte ;
- Examen des devis de travaux complémentaires ou modificatifs ;
- Examen matériel, technique et économique des mémoires en réclamation présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final ;
- Établissement du décompte général ;

Livrables à remettre :

- Synthèse des choix des matériaux, échantillons
- Relevé des non conformités
- Les états d'acompte
- Le décompte général et définitif.

23.2.7 ASSISTANCE AUX OPÉRATIONS DE RÉCEPTION (AOR)

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- D'organiser les opérations préalables à la réception des travaux
- D'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- De procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage
- De constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de recollement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

Au cours de l'année de garantie de parfait achèvement, le maître d'œuvre examine les désordres apparus après la réception et signalés par le maître d'ouvrage.

Processus :

Avant réception :

- Vérification de la bonne exécution des ouvrages réalisés et du fonctionnement des équipements selon les prescriptions des marchés de travaux ;
- Établissement, marché par marché, de la liste des réserves ;
Proposition de réception au maître d'ouvrage ;
- Établissement des documents administratifs nécessaires à la réception des travaux par le maître d'ouvrage notamment les procès-verbaux des opérations préalables et le document de décision de réception qui sera signé par le maître de l'ouvrage.

Après réception :

- Suivi et levées des réserves formulées dans la décision de réception ;
- Établissement des procès-verbaux de levée des réserves ;
- Examen des désordres postérieurs signalés par le maître d'ouvrage au cours de l'année de garantie de parfait achèvement;
- Lorsque les désordres sont mineurs, demande d'intervention aux entrepreneurs concernés ;
- Lorsque les désordres nuisent à la destination de l'ouvrage ou s'ils mettent en péril sa solidité, examen sur place des désordres et engagements des actions et travaux de mise en conformité.

Dossiers des ouvrages exécutés :

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaire à la vie de l'ouvrage et en assure la diffusion au maître d'ouvrage. Ce dossier est établi comme suit :

- DOE maîtrise d'œuvre :

Le maître d'œuvre établit le dossier des plans généraux de l'ouvrage mis à jour, aux mêmes échelles que ceux délivrés dans la cadre du dossier PRO. Ce dossier comprend les plans architecturaux généraux.

Lorsque le maître d'œuvre est chargé d'établir les plans d'exécution des ouvrages, il les joint au dossier des ouvrages exécutés.

- DOE entrepreneurs :

Le maître d'œuvre collecte et vérifie :

- le dossier des ouvrages tels qu'exécutés par les entrepreneurs ;
- les notices de fonctionnement et de maintenance des éléments d'équipements.

Administrativement :

Le cas échéant, le maître d'œuvre assiste à la commission de sécurité sollicitée par le maître d'ouvrage et sur sa demande fait engager les travaux correctifs.

Le cas échéant, l'architecte, sur demande du maître d'ouvrage certifie la conformité de l'ouvrage au permis de construire, conformément à l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme.

Livrables à fournir en fin de mission (pour chaque phase de travaux) :

- Etablissement de la liste des réserves ;
- Proposition de réception ;
- Procès-verbaux des OPR et de réception ;
- Procès-verbaux de levées des réserves ;
- Les DOE maîtrise d'œuvre

23.3 MISSIONS COMPLÉMENTAIRES

23.3.1 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- Pour l'ordonnancement et la planification : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités
- Pour la coordination : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, et le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité
- Pour le pilotage : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Au titre de la mission OPC, le maître d'œuvre est désigné comme pilote.

Le pilote est chargé d'établir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, joint au dossier de consultation des entrepreneurs.

Lors des phases de préparation des travaux :

Le pilote est chargé :

CCP

[2025 – PREF – COUV - MOE]

- De mettre en place l'organisation générale de l'opération ;
- D'établir le calendrier définitif détaillé de réalisation des travaux planifiant notamment :
 - la production des études d'exécution comprenant les délais d'études, de reprise, de validation puis de commande pour les principaux matériaux et équipements, la présentation des échantillons et prototypes ;
 - la réalisation détaillée des travaux, leurs étapes clés et le chemin critique ;
 - les processus de mise en fonctionnement, des essais/épreuves et de réception des travaux.
- De réaliser et de tenir à jour un tableau de suivi de la production et de VISA des documents d'exécution

Lors des phases d'exécution des travaux :

Le pilote est chargé :

- De veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation ;
- De pointer hebdomadairement l'état d'avancement détaillé des travaux ;
- De mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage ;
- De coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus ;
- De veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards ;
- D'apprécier et rendre compte mensuellement de l'origine des retards dans des conditions permettant d'engager l'application des éventuelles pénalités de retard prévues dans les marchés des intervenants ;
- D'établir un rapport de fin de chantier inventoriant et quantifiant les retards constatés de toutes natures et l'identification des responsabilités en vue d'une éventuelle application des pénalités de retard.

Lors des phases d'assistance aux opérations de réception :

Le pilote est chargé :

- D'établir la planification des opérations de réception ;
- De coordonner et piloter ces opérations ;
- De planifier et organiser les interventions en levées de réserves ;
- De pointer l'avancement des levées de réserves.

23.3.2 SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE

La mission SSI est confiée à l'équipe de maîtrise d'œuvre titulaire de la mission.

Le contenu de la mission de coordination SSI, doit être conforme aux normes NF S 61-931 et NF S 61-932.

En phase de conception

Le coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :

- La catégorie du SSI
- L'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS)
- Le positionnement des matériels centraux déportés
- Les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective)
- Les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS)
- Le principe et la nature des liaisons
- La procédure de réception technique.

En phase de réalisation & réception

- Suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI
- Création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S 61-932
- Contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel
- Établissement du procès-verbal de réception technique.

Livrables à fournir en fin de mission :

- Le dossier d'identité SSI ;
- Le procès-verbal de réception technique

23.4 ARTICULATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal (RJ).

Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Moyens donnés au coordonnateur SPS :

Libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- Aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Obligation du maître d'œuvre :

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s)
- Tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- Respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le maître d'œuvre doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre, après avoir :

- Visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
- Été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),
- Vérifié que les obligations édictées à l'article R.4533-1 du Code du travail (nouveau) sont remplies, avise par écrit le maître de l'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.

ARTICLE 24. DÉROGATIONS AU CCAG

Les articles suivants du présent CCP dérogent au CCAG-MOE :

- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 13.2 du CCAG – Maîtrise d'œuvre
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 15.1.4 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.1 du CCAG - Maîtrise d'œuvre
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 16.2.3 du CCAG - Maîtrise d'œuvre